

Quelle Europe voulons nous ?

Les derniers mois nous ont *offert* le triste spectacle d'une Europe divisée face à la crise et divisée face à l'avenir. Les banques des grands pays occidentaux ont été sauvés à coup de milliards, destinés à rassurer les banquiers et à les inciter à consentir de nouveaux prêts aux entreprises et aux particuliers. Ces mesures n'ont pas véritablement permis d'atteindre les objectifs affichés. Les banquiers, forts de ce soutien étatique, se sont empressés de rapatrier les fonds prêtés aux entreprises de l'Est, à l'Ouest là où ils seront plus en *sûreté*. Pendant ce temps Sarkozy promettait *aux* ouvriers français des emplois en France et Gordon Brown des emplois en Grande-Bretagne pourvus par des ouvriers Britanniques. Il a d'ailleurs permis que des ouvriers Portugais qualifiés soient renvoyés chez eux. L'Europe décidément, semble bien mal partie.

Et pourtant nous savons tou-te-s que l'Europe est nécessaire, indispensable pour chacun d'entre nous. Qui par exemple dans les années qui viennent, va payer les milliards engagés dans le sauvetage des banques, y compris les juteuses primes des cadres dirigeants. Va-t-on mettre à contribution les primes des PDG ou fera-t-on payer les smicards? Relancera-t-on le flux des capitaux vers les zones les plus libérales de l'Union, celles qui "rapportent" le plus aux PDG et aux traders, avant de coûter au contribuable moyen, où les investira-t-on dans les domaines où ils sont le plus nécessaires sur le long terme et le moins rentable dans l'immédiat? Mettra-t-on le smicard national à contribution ou mettra-t-on enfin quelques limites à la cupidité des dirigeants cosmopolites? Moins d'Europe, c'est plus de dumping fiscal et social. C'est une économie moins résiliente et plus dangereuse pour la planète.

Pas d'Europe commune sans culture et langue commune: le message des Espérantistes.

Pourquoi existe-t-il un tel écart entre cette réalité de l'intérêt collectif historique et la perception des principaux problèmes au travers d'un prisme national? Les raisons *en* sont multiples, mais l'une d'entre elle est évidemment l'existence de barrières linguistiques, l'existence d'un Babel européen. L'ouvrier/le contribuable français n'entendra jamais le point de vue de l'ouvrier ou du contribuable *Tchèque* qu'au travers de ce qu'on voudra bien lui en dire en français. A qui profite cette situation? Qui profite du chaos économique *actuel*?

Les élites multinationales ont une langue commune. Les PDG des multinationales et les traders ont une langue commune "l'anglais" *maîtrisé* globalement par les Anglo-Américains et de façon fragmentaire par les autres. Devons-nous tous devenir "bilingues" comme le propose M. Sarkozy, "bi-lingues" ou "multilingues", comme le proposent d'autres, dans une surenchère délirante.

Les espérantistes ont une vision plus équitable et réaliste. Même lorsqu'ils sont eux-mêmes polyglottes, ils constatent que la plupart des humains n'ont souvent, *ni* la capacité, *ni* l'envie et le temps d'apprendre *ou* d'entretenir leur *connaissance* de langues *pour la plupart* truffées de difficultés (légues par le temps et la tradition), qui gênent l'apprentissage et la compréhension.

L'espéranto, est une langue internationale, conçue pour être simple et qui pour l'essentiel l'est restée tout en s'enrichissant, au fil des décennies...